

Groupe Crelan

Banque Crelan - Europabank

Rapport Pilier 3 – exercice 2019

TABLE DES MATIERES

1.	Introduction	3
2.	Structure du Groupe Crelan	3
2.1.	Structure	3
2.2.	Risk Management	4
2.2.1.	Gestion Générale	4
2.2.2.	Risque de Crédit	4
2.2.3.	Risque de taux, de liquidité et de marché	5
2.2.4.	Risques opérationnels	6
2.2.5.	Risques IT-security	6
2.2.6.	Plan de Redressement	7
3.	Fonds Propres	8
3.1.	Les fonds propres comptable et les fonds propres prudentiels	8
3.2.	composition des fonds propres prudentiels et ratios de capital	9
3.3.	principales caractéristiques des instruments de capital	10
4.	Exigences de Fonds Propres	11
5.	Actifs grevés en non grevés	11
6.	Politique de rémunération	12
6.1.	Le Conseil d'Administration:	12
6.2.	Le Comité de Rémunération	12
6.3.	Le Comité des Risques	14
6.4.	Le Comité de Direction	14
7.	Ratio de Levier (leverage)	15

1. Introduction

En exécution de la directive CRD (Capital Requirement Directive), Crelan publie chaque année toutes les informations pertinentes nécessaires afin de permettre l'évaluation de son profil de risque et de l'adéquation du capital du Groupe.

Crelan n'appartient pas au groupe des Global ou other systematically significant Institutions. Des lors, les directives de l'ABE qui sont retenues pour le Pilier 3 ne sont pas d'application. Nous nous limitons à la liste des directives de l'ABE qui sont reprises dans la circulaire de la Banque Nationale de Belgique (BNB) NBB_2017_25 du 2 octobre 2017 destinées aux autres institutions avec en supplément des informations que nous estimons être importantes afin d'être en mesure d'évaluer le profil de risque de Crelan. Ces informations sont également présentes dans les annexes des comptes annuels consolidés.

Ce rapport couvre la période allant de janvier 2019 à décembre 2019 et peut être consulté sur le site <http://www.crelan.be>

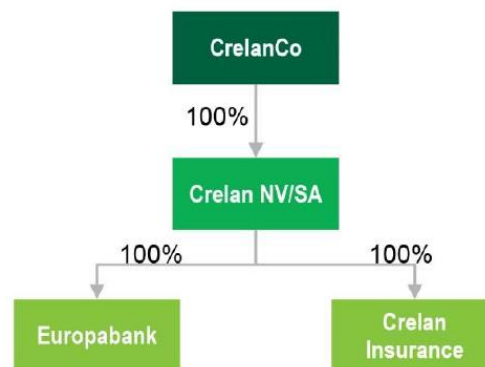
2. Structure du Groupe Crelan

2.1. Structure

La SA Crelan forme avec la Caisse coopérative agréée SCRL CrelanCo, une fédération d'établissements de crédit, conformément à l'article 239 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, où la SA Crelan assume le rôle d'établissement central. Il existe une solidarité complète entre les deux entités de la fédération, ce qui explique pourquoi les résultats de la SA Crelan et ceux de la SCRL CrelanCo sont globalisés.

Le capital coopératif de la SCRL CrelanCo est détenu par près de 283.000 coopérateurs. La gestion opérationnelle tant de la SA Crelan que de la SCRL CrelanCo est assurée par le Comité de Direction de la SA Crelan. L'ensemble formé par la SA Crelan et la SCRL CrelanCo est dénommé dans le présent rapport «Crelan» ou «la Banque», alors que le vocable plus large «Groupe Crelan» ou «le Groupe» fait référence à toutes les entités ou filiales citées ci-dessous et comprises dans la consolidation par intégration globale. La SCRL CrelanCo détient 100% des actions et des droits de vote dans la SA Crelan. Crelan est donc une banque 100% belge avec un ancrage 100% coopératif.

Les comptes des filiales de la SA Crelan, Europabank (depuis 2004), Crelan Insurance (depuis 2007) sont compris dans le périmètre de consolidation du Groupe Crelan en vertu de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit. Le schéma ci-dessous reprend la structure du Groupe Crelan sous forme simplifiée.



2.2. Risk Management

2.2.1. Gestion Générale

Les structures opérationnelles pour le suivi des risques de la banque sont centralisées au sein de la direction Risk Management. Le Risk Manager est responsable de ce suivi sous la direction du Chief Risk Officer, qui est membre du Comité de Direction.

Le Risk Management se concentre sur différentes spécialisations:

- Identification, mesure, surveillance et contrôle des risques crédit, financiers, opérationnels et IT-security;
- Émission de conseils dans tous les (plus gros) crédits à présenter au Comité de Direction;
- Développement et validation des modèles internes utilisés dans le cadre de l'IRB (approche Internal Rating Based) et d'IFRS9;
- Préparation, coordination et validation des rapports réglementaires Rapport des dirigeants effectifs sur l'évaluation du contrôle interne (RACI), ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process), ILAAP (Internal Liquidity Adequacy Assessment Process), le Recovery Plan, le rapport du troisième pilier...

Pour organiser au mieux la gestion des risques, différents comités de risque internes ont été créés. Ces comités de risque exercent un suivi des risques crédit, financiers, opérationnels, informatiques et les risques liés aux filiales.

La BNB a inspecté les modèles internes de la banque en 2019. Cette inspection a été jugée positive dans l'ensemble. Le programme Crelan IRB a été reconfirmé et un certain nombre de mesures correctives sont actuellement mises en œuvre. Cela a permis une réduction des actifs pondérés en fonction des risques et une augmentation du ratio de solvabilité d'environ 2 %.

La banque a également mis en place un Risk Appetite Framework qui prend en compte un certain nombre d'indicateurs clés pour la solvabilité, la liquidité, la rentabilité et d'autres paramètres du portefeuille des crédits. Le respect des limites est contrôlé au moins une fois par trimestre.

2.2.2. Risque crédit

La maîtrise du risque crédit reste basée sur la politique en matière de crédit, d'une part, et sur un système de séparation des pouvoirs dans l'activité crédits, d'autre part. Divers comités vérifient la bonne application de «l'appétence au risque».

Les compétences en matière d'octroi de crédits sont réparties entre le Comité de Direction et le Comité des Engagements Crédits et ce, selon les différents niveaux d'encours crédit et de rating des clients. Il

existe, par ailleurs, une délégation de compétences au sein du département crédits.

Le Comité de Surveillance Crédits est compétent pour la gestion de l'encours crédit, notamment pour les crédits sur la 'liste des crédits sous surveillance'.

Le Comité des Provisions Crédits est compétent pour transférer le cas échéant des clients en 'défaut qualitatif', fixer et adapter des réductions de valeur, dénoncer des crédits et amortir des créances.

Les limites en matière de crédit sont actualisées dans le cadre du risque de crédit global de la Banque et sont approuvées par le Conseil d'Administration.

Le risque crédit est géré à l'aide de modèles de rating qui attribuent un score à chaque client ayant un crédit. Le rating du client est crucial pour les décisions en matière d'octroi et de gestion des crédits.

La performance de ceux-ci est suivie régulièrement et les résultats sont validés et approuvés par un comité nouvellement créé, à savoir le Comeri. Pour chaque dossier relevant de la compétence du Comité des Engagements Crédits et/ou du Comité de Direction, un conseil indépendant du Risk Management est indispensable.

2.2.3. Risque de taux, de liquidité et de marché

Après avoir décidé, en 2012, d'élargir le système financier de suivi des risques au sein du Groupe Crelan à toutes les entités, le suivi systématique centralisé des risques financiers pour toutes les entités bancaires au sein du Groupe a débuté en 2013. La structure du Groupe est de cette façon renforcée par le biais du suivi financier des risques et toutes les filiales sont intégrées opérationnellement dans la politique financière et le suivi des risques du Groupe. Pour Crelan Insurance, seul le risque de contrepartie est intégré dans le suivi au niveau du Groupe.

Les indicateurs de risque les plus importants sont :

- la Value at Risk globale (VAR) un modèle développé par le département Risk Management Finance pour tous les risques financiers du groupe dans des conditions normales et de stress.
- un gap taux fixe reverse cumulatif pour le risque de taux.
- les limites LGD (Loss Given Default) pour le risque de contrepartie et le risque-pays
- des ratios pour le risque de liquidité (LCR).

Le département ALM (Asset Liabilities management) est responsable du suivi du risque de taux, du risque d'option et du risque de liquidité au sein de la Banque. Le développement des modèles servant à l'identification, à l'analyse, à la surveillance et au rapportage de ces risques au sein de la Banque est réalisé par ce département. Le Risk Management joue le rôle de validateur de ces modèles.

Aussi bien le gap de taux fixe interne que le reporting réglementaire du risque de taux sont contrôlés par le Risk Management.

La responsabilité de la gestion et du rapportage des risques financiers, ainsi que le contrôle des limites applicables se trouvent, en première instance, auprès des différents domaines eux-mêmes. Le Risk Management est responsable du contrôle en second ressort et de la validation de manière indépendante de ces limites financières. De cette façon, Crelan veut exclure les erreurs dans les rapports destinés aux autorités de régulation, au Comité financier, au Comité de Direction et au Conseil d'Administration.

2.2.4. Risques opérationnels

Un mécanisme d'avertissement existe pour dépister les incidents opérationnels importants. Le Risk Management établit également des indicateurs-clés pour examiner dans quelle mesure les processus sont sensibles au risque et pour surveiller la qualité des rapports d'incidents par les différents départements.

Au niveau fonctionnel, le gestionnaire des risques opérationnels peut compter sur un réseau d'une trentaine de correspondants-risques, ayant pour tâche de signaler les incidents opérationnels liés à leurs processus et qui y sont sensibilisés.

Les systèmes de contrôle sont basés, entre autres, sur une cartographie détaillée des risques (Entreprise Risk Management) avec pour objectif :

- De décrire les processus sous forme de flowcharts;
- D'identifier les risques inhérents et les contrôles existants;
- D'identifier les risques résiduels;
- D'élaborer des mesures correctives appropriées pour les risques identifiés.

Dix-neuf procédures-clés de la banque ont été réexaminées, parmi lesquelles les crédits, les dépôts, la compliance, la salle des marchés et la trésorerie, les RH, la comptabilité, la facturation, la gestion des comptes internes, l'informatique, la gestion des fraudes, la sécurité de l'information, le business continuity plan et la gestion des risques.

Ces travaux ont été introduits, en 2018, dans un outil spécifique (Hopex) permettant un monitoring et une gestion plus automatisée. Cet instrument continuera d'être développé et étendu à plusieurs départements.

2.2.5. Risques IT-security

Le secteur financier est actuellement souvent la cible d'attaques contre les barrières de sécurité qu'il a mises en place. En tant qu'entreprise, il est important de surveiller en permanence et d'adapter le fonctionnement et l'organisation de manière adéquate aux risques. En 2019, Crelan a adapté sa structure de contrôle dans ce contexte et l'a encore élargie, notamment par le biais de postes vacants supplémentaires. La banque a divisé ses activités de sécurité en deux niveaux, une première ligne qui se concentre sur le suivi opérationnel et une seconde ligne qui se concentre sur la description des risques, l'élaboration des politiques et la réalisation de contrôles.

Pour faire face à ces risques croissants, la banque a établi une feuille de route visant à renforcer davantage les aspects liés à la sensibilisation interne, aux techniques de piratage et d'hameçonnage, etc.

Dans le cadre d'un programme d'amélioration continue avec des mesures et un suivi accrus, l'infrastructure de la banque a été davantage sécurisée. Divers projets relatifs à cette sécurité interne ont été réalisés. Ce programme est également axé sur les services électroniques à la clientèle et sur la sensibilisation des clients à la sécurité bancaire. En 2019, le service Compliance par exemple a de nouveau consacré beaucoup d'attention à la sensibilisation au phishing, à la fraude et à la protection de la vie privée.

Les accords que nous avons conclus avec les fournisseurs sur la sécurité, entre autres, de la protection des données à caractère personnel et des activités externalisées ont été renforcés et strictement contrôlés.

Ces éléments font bien entendu l'objet d'un contrôle répété des première et deuxième lignes de défense..

Enfin, Crelan a investi dans la préparation de la future infrastructure et organisation de la banque en vue de l'acquisition et de l'intégration d'AXA Banque. Bien entendu, ces projets incluent dès le départ une sécurité tournée vers l'avenir.

2.2.6. Plan de Redressement

Crelan a élaboré un plan de redressement (recovery plan) selon les recommandations des autorités de contrôle.

Sur base des orientations de l'EBA (European Banking Authority), la banque a développé plusieurs indicateurs de risque dans les domaines de la solvabilité, de la liquidité et de la rentabilité. Pour chaque indicateur, des seuils d'alerte et un seuil critique de redressement ont été définis. En cas de dépassement, des options de redressement efficaces peuvent être enclenchées.

Cinq scénarios ont été développés: crise de liquidités, hausse des taux d'intérêt, crise des crédits, crise (systémique) générale suite à un incident opérationnel et un scénario spécifique lié à l'entité Europabank.

Pour chacun de ces cinq scénarios, quatre options de redressement possibles ont été identifiées, qui peuvent être mises en œuvre rapidement et si nécessaire, simultanément. Dans chacun de ces cas, les options de redressement poursuivies permettent au Groupe Crelan de sortir de la zone de danger.

3. Les Fonds Propres

3.1. Les fonds propres comptables et les fonds propres prudentiels

Les fonds propres comptables et les fonds propres prudentiels se distinguent par un nombre d'ajustements à faire dans un souci réglementaire. Dans le tableau ci-dessous, vous trouverez la correspondance entre les deux.

Réconciliation des fonds propres comptables versus des fonds propres prudentiels		
	31/12/2019	31/12/2018
Capital émis	871.767.914	818.709.492
Réserves de réévaluation	-51.730	3.074.720
Réserves (y compris les bénéfices non distribués)	320.995.423	279.458.538
Résultat de l'exercice	70.297.576	65.794.729
Total des fonds propres comptables IFRS	1.263.009.183	1.167.037.479
Part du bénéfice d'exercice non éligible	-24.455.393	-24.257.034
filtres prudentiels	-19.717.743	-15.779.954
Immobilisations incorporelles	-32.825.049	-33.783.994
Impôts différés	-33.801.465	-34.653.429
IRB insuffisance	-11.595.931	-16.767.151
Les fonds propres CET1	1.140.613.602	1.041.795.917
Certificats subordonnés	44.108.766	83.414.515
Total des fonds Propres prudentiels	1.184.722.367	1.125.210.432

Le capital comptable et le capital Tier 1 ont tous deux augmenté de manière significative en raison du capital coopératif supplémentaire obtenu auprès des clients et des résultats positifs obtenus en 2019. Le total des fonds propres prudentiels a augmenté moins fortement en raison des remboursements importants de certificats subordonnés.

3.2. Composition des fonds propres prudentiels et ratios de capital

Fonds propres prudentiels			
		31/12/2019	31/12/2018
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): instruments et réserves			
1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	871.767.958	818.709.492
2	Bénéfices non distribués	262.919.614	254.470.504
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves)	85.822.910	53.861.225
6	Fonds propres de base de catégorie 1 (CRT1) avant ajustements réglementaires	1.220.510.483	1.127.041.221
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): ajustements réglementaires			
7	Corrections de valeur (montant négatif)	-1.674.436	-40.730
8	mmobilisations incorporelles (nets des passifs d'impôt associés) et écarts d'acquisitions	-32.825.049	-33.783.994
10	actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences te	-33.801.465	-34.653.429
12	montants négatifs résultant du calcul des montants des pertes anticipées	-11.595.931	-16.767.151
28	Total des Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): ajustements réglementaires	-79.896.881	-85.245.304
29	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET 1)	1.140.613.601	1.041.795.917
44	Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	-	-
45	Fonds propres de catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)	1.140.613.601	1.041.795.917
58	Fonds propres de catégorie 2 (T2)	44.108.766	83.414.515
59	Total des fonds propres (TC= T1 + T2)	1.184.722.367	1.125.210.432
60	Total actifs pondérés	5.422.938.829	5.864.336.704
Ratios de fonds propres et coussins			
61	Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	21,03%	17,76%
62	Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	21,03%	17,76%
63	Total des fonds propres (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	21,85%	19,19%
64	Exigence de coussin spécifique à l'établissement (exigence de CET1 conformément à l'article 92, paragraphe 1, point a), plus exigences de coussin de conservation de fonds propres et contracyclique, plus coussin pour le risque systémique, plus coussin pour établissement d'importance systémique, exprimée en purcentage du montant d'exposition au risque)	3,00%	2,50%
65	dont: exigence de coussin de conservation de fonds propres)	2,50%	2,50%
68	Fonds propres de base de catégorie 1 disponibles pour satisfaire aux exigences de coussins (en pourcentage de montant d'exposition au risque)	16,53%	13,26%

Le ratio Tier 1 s'est amélioré de manière significative grâce à la combinaison d'un capital Tier 1 plus élevé (principalement du capital coopératif supplémentaire) et d'un volume de risque pondéré plus faible. Cette dernière est due à l'approbation de la BNB d'appliquer les modèles de IRB au lieu de la méthode standard au portefeuille des crédits de l'ex-Centea. Le ratio de capital total a augmenté moins fortement en raison du fait que le volume de capital Tier 2 a diminué de manière significative. Ce dernier est due au rachat de certificats subordonnés et au fait qu'aucun nouveau certificat n'a été émis.

3.3. Principales caractéristiques des instruments de fonds propres

Dans le tableau ci-dessous vous trouverez de plus amples détails sur les instruments de fonds propres repris dans le tableau précédent.

Principales caractéristiques des instruments de fonds propres			
1	Emetteur	Crelanco	Crelan s.a.
2	Identifiant unique		
3	Droit régissant l'instrument	Droit Belgique	Droit Belgique
4	Règles transitoires CRR	CET1	AT1
5	Règles transitoires CRR	CET1	AT1
6	Eligible au niveau individuel/(sous-) consolidé/individuel et (sous-)consolidé	solo & consolidé	solo & consolidé
7	Type d'instrument	actions cooperatives	Instruments Tier 2 tels que repris dans l'article 63 des règles (CE) No 575/2013
8	Montant comptabilisé en fonds propres	871.767.958	44.108.766
9	Valeur nominale de l'instrument	12,40 EUR par action	Montant souscrit
9a	Prix d'émission	Résultat des augmentations de capital dans le passé	100%
9b	Prix de rachat	NA	100%
10	Classification comptable	Fonds propres	Obligation (dette)
11	Date d'émission initiale	constitution le 30/09/1937	
12	Perpétuel ou à durée déterminée	Perpétuel	durée déterminée
13	Echéance initiale	Sans échéance	8 à 10 ans après émission
14	option de rachat de l'émetteur soumise à l'accord préalable de l'autorité de surveillance	Non	Oui
15	Date facultative d'exercice de l'option de rachat, dates d'exercice des options de rachat conditionnelles et prix de rachat,	NA	Non
16	Dates ultérieures d'exercice de l'option de rachat, s'il y a eu	NA	NA
	Coupons/dividendes		
17	Dividend/coupon fixe ou flottant	variable	coupon fixe
18	Taux du coupon et indice éventuel associé	NA	
19	Existence d'un mécanisme de suspension des versements de dividendes (dividend stopper)	Non	NA
20a	Pleine discrétion, discrétion partielle ou obligatoire (en terme de calendrier)	Pleine discrétion	obligatoire
20b	Pleine discrétion, discrétion partielle ou obligatoire (en terme de montant)	Pleine discrétion	obligatoire
21	Existence d'un mécanisme de hausse de la rémunération (step-up) ou d'une autre incitation au rachat	Non	Non
22	Cumulatif ou non cumulatif	NA	NA
23	Convertible ou non convertible	non-convertible	non-convertible
24	si convertible, déclencheur de la conversion	NA	NA
25	Si convertible, entièrement ou partiellement	NA	NA
26	Si convertible, taux de conversion	NA	NA
27	Si convertible, caractère obligatoire ou facultatif de la conversion	NA	NA
28	Si convertible, type d'instrument vers lequel a lieu la conversion	NA	NA
29	Si convertible, émetteur de l'instrument vers lequel a lieu la conversion	NA	NA
30	Caractéristiques en matière de réduction du capital	NA	NA
31	Si réduction du capital, déclencheur de la réduction	NA	NA
32	Si réduction du capital, totale ou partielle	NA	NA
33	Si réduction du capital, permanente ou provisoire	NA	NA
34	Si réduction du capital, description du mécanisme de réaugmentation du capital	NA	NA
35	Rang de l'instrument en cas de liquidation (indiquer le type d'instrument de rang immédiatement supérieur)	position la plus subordonnée	prêt subordonné conforme article 63 CRR
36	Existence de caractéristiques non conformes	neen	neen
37	Dans l'affirmative, préciser les caractéristiques non conformes	NA	NA

4. Exigences de Fonds Propres

	APR 31/12/2017	APR 31/12/2018	Exigences minimales 31/12/2019
1 Risque de crédit	4.841.174.677	5.271.264.049	387.293.974
2 <i>dont approche standard</i>	1.952.079.763	2.402.768.184	156.166.381
3 <i>dont approche ANIF</i>	-	665.841.555	-
5 <i>dont approche ANIA</i>	2.889.094.914	2.202.654.310	231.127.593
6 RCC	-	-	-
10 CVA	30.572.387	53.650.422	2.445.791
16 Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire	-	2.571.429	-
18 <i>dont approche standard</i>	-	2.571.429	-
20 Risque de marché	-	-	-
23 Risque opérationnel	551.191.765	536.850.804	44.095.341
27 Total	5.422.938.829	5.864.336.704	433.835.106

En ce qui concerne le risque de crédit, nous constatons un passage de l'approche Standard et Fondation à l'approche IRB Avanced, suite à l'approbation de la BNB d'appliquer les modèles IRB Avanced au portefeuille des crédits aux PME et au portefeuille des crédits de l'ex-Centea. Ce changement se traduit par un volume de risque de crédit pondéré plus faible.

5. Actifs grevés et non grevés

	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
010 Actifs de l'établissement déclarant	997.701.358		20.544.332.816	
030 Instrument de capitaux	-	-	8.795.691	-
040 titres de créances	32.417.551	34.768.686	1.169.625.770	1.221.143.789
120 Autres actifs			823.801.116	

	Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garanties reçues et titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés
010 Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés	711.681.371	789.712.911

6. Politique de rémunération

Les principes de base de la politique de rémunération au sein du Groupe Crelan sont conformes aux Guidelines on EBA Restrained Remuneration Policies (EBA/GL/2015/22) du 27 juin qui remplacent les Guidelines on Remuneration Policies and Practices du CECB du 10 décembre 2010 et à la Circulaire NBB_2016_44 qui transforme ces guidelines en un cadre prudentiel belge remplaçant la Circulaire CBFA_2001_55.

La politique de rémunération du Groupe poursuit les objectifs suivants:

- Attirer des collaborateurs qualifiés, expérimentés et motivés et les récompenser en fonction des prestations réalisées
- Attirer et récompenser un management pouvant réaliser les objectifs stratégiques et opérationnels de la banque
- Contribuer à une gestion des risques effective : la rémunération au sein du Groupe Crelan ne peut en tout cas pas inciter un comportement à risque accru
- Identifier les collaborateurs qui, de par leur fonction, peuvent exercer un impact matériel sur le profil à risque de l'entreprise et sur le capital requis (personnel identifié) et établir, pour ces catégories du personnel, des directives de rémunération spécifiques et les appliquer en vue de la réalisation d'une gestion efficace des risques
- Mener une politique de rémunération transparente, suivre l'application cohérente de celle-ci et communiquer sur celle-ci.

6.1. Le Conseil d'Administration:

Le Conseil d'Administration approuve les principes généraux de la politique de rémunération et les évalue régulièrement et au moins une fois par an en fonction de l'évolution de la Banque. Il se base pour cette mission sur les propositions du Président du Comité de Direction et du Comité de Rémunération.

Le Conseil d'Administration veille à l'implémentation correcte de la politique de rémunération et ratifie les dérogations éventuelles.

Le Conseil d'Administration approuve la rémunération des dirigeants effectifs et non effectifs.

La publication externe de la politique de rémunération établie par le Conseil d'Administration se fait par le biais du rapport de gestion annuel.

6.2. Le comité de Rémunération

Le Conseil d'Administration a créé en son sein un Comité de Rémunération qui est chargé de lui transmettre des recommandations en matière du statut pécuniaire des administrateurs exécutifs et non exécutifs de la Banque et ses filiales, ainsi que le statut pécuniaire des personnes responsables des fonctions indépendantes de contrôle interne. Et ce, sans porter préjudice aux compétences de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

La mission du Comité de Rémunération consiste à assister le Conseil d'Administration dans sa mission de surveillance et de contrôle, en ce qui concerne les politiques et les pratiques de rémunération, plus spécifiquement :

- Il évalue au moins une fois par an les principes généraux de la politique de rémunération

- Il émet des recommandations quant à la détermination, l'application et les adaptations éventuelles de la politique de rémunération et au statut pécuniaire des administrateurs exécutifs et non exécutifs de la Banque et de ses filiales
- Il est chargé de préparer les décisions concernant les rémunérations, notamment celles qui ont des répercussions sur le risque et la gestion des risques dans la Banque concernée et sur lesquelles le Conseil d'Administration est appelé à se prononcer
- il est chargé de préparer les décisions concernant les rémunérations des personnes en charge des fonctions indépendantes de contrôle interne et assure, en outre, une supervision directe en ce qui concerne les rémunérations allouées aux responsables des fonctions indépendantes de contrôle interne

Lors de la préparation de ces décisions, le Comité de Rémunération tient compte des intérêts à long terme des actionnaires, des investisseurs et des autres parties prenantes de la Banque ainsi que de l'intérêt public.

Le Comité de Rémunération est composé de manière à lui permettre d'exercer un jugement pertinent et indépendant sur les politiques et les pratiques de rémunération et sur les incitants créés au regard de la maîtrise des risques, des besoins en fonds propres et de la position de liquidité.

Le Comité de Rémunération est constitué de façon à avoir une expertise collective en matière de pratiques de rémunération et de gestion du personnel. Un des administrateurs indépendants préside toujours le Comité de Rémunération.

En cas de partage de voix lors de la prise de décisions au sein du Comité de Rémunération, le Président du Comité de Rémunération a la voix décisive.

Un aperçu de la composition du Comité de Rémunération est publié dans le rapport annuel et peut aussi être retrouvé sur le site internet de Crelan.

Le Comité de rémunération se réunit au moins une fois par an et plus si nécessaire, à la demande du Président ou d'un membre du Comité de Rémunération, du Président du Comité de Direction ou du Président du Conseil d'Administration, après consultation du Président du Comité de Rémunération.

Le Président du Conseil d'Administration et le Président du Comité de Direction peuvent être invités aux réunions. Le Président du Comité de Direction assiste aux réunions du Comité de Rémunération lorsque le statut pécuniaire des membres du Comité de Direction ou des personnes responsables pour les fonctions indépendantes de contrôle interne est inscrit à l'ordre du jour.

6.3. **Le Comité des Risques**

Le Comité des Risques exécute annuellement des contrôles indépendants sur la politique de rémunération et fait un rapport de ses conclusions au Conseil d'Administration.

Afin de garantir une politique et des pratiques de rémunération saines, le Comité des Risques examine si les incitants internes, notamment issus du système de rémunération, tiennent compte de manière adéquate de la maîtrise des risques, des besoins en fonds propres et de la position de liquidité de la banque, ainsi que de la probabilité de l'étalement des bénéfices dans le temps.

6.4. **Le Comité de Direction**

Le Président du Comité de Direction veille à ce que le Comité de Rémunération puisse se prononcer chaque année, en connaissance de cause, sur la cohérence de la politique de rémunération avec la gestion des risques au sein de la banque et lui soumet les éventuelles adaptations ainsi que l'avis des fonctions de contrôle concernées.

Avant de soumettre une modification significative de la politique de rémunération au Comité de Rémunération et au Conseil d'Administration pour approbation, le Président du Comité de Direction organise une réunion avec les fonctions de contrôle pour s'assurer que la politique de rémunération modifiée s'inscrit adéquatement dans le cadre légal et réglementaire en vigueur et fasse ainsi partie de la gestion saine des risques de la banque.

Le Comité de Direction assure la mise en place et l'exécution de la bonne politique de rémunération pour le personnel.

7. Ratio de Levier (leverage)

Le ratio de levier (leverage) est calculé comme pourcentage du capital Tier 1 sur le montant total des expositions bilantaires et non-bilantaires non-pondérées. Le cadre des limites prévoit un minimum de 3% avec un premier et second déclencheur à 3,2% et 3,1%.

		31/12/2019
Expositions sur dérivés		
1	Éléments du bilan (dérivés, SFT(*) et actifs financiers exclus, mais sûretés incluses)	21.490.573.546,92
2	(Actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	-79.896.881,14
3	Total des expositions au bilan (dérivés, SFT(*) et actifs financiers exclus) (somme des lignes 1 et 2)	21.410.676.665,78
4	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	51.460.627,57
5	Montant supplémentaire pour les expositions futures potentielles associées à toutes les transactions sur dérivés (évaluation au prix du marché)	91.311.212,68
11	Total des expositions sur dérivés (somme des lignes 4 à 10)	142.771.840,25
Autres expositions de hors-bilan		
17	Expositions de hors-bilan en valeur notionnelle brute	1.205.552.585,32
18	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	-261.732.149,07
19	Total des expositions sur opérations de financement sur titres (somme des lignes 12 à 14)	943.820.436,25
Fonds propres et mesure de l'exposition totale		
20	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) plein	1.140.613.601,34
21	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier (somme des lignes 3, 11, 16, 19)	22.497.268.942,28
Hefboomratio		
22	RATIO DE LEVIER	5,07%

Tabel LRSum: Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier		
		31/12/2019
1	Total de l'actif selon les États financiers publiés	21.595.541.263,00
4	Ajustements pour instruments financiers dérivés	91.311.212,68
6	Ajustement pour les éléments de hors-bilan (résultant de la conversion des expositions de hors-bilan en montants de crédit équivalents)	943.820.436,25
7	Autres ajustements	-133.403.969,65
8	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	22.497.268.942,28